Conditions Générales

Article 1. Objet

Les présentes Conditions Générales s'appliquent, sans restriction ni réserve à l'ensemble des Prestations auprès des Résidents.

Le Prestataire se réserve le droit, notamment en cas de modification techniques ou d'évolutions légales qui pourraient affecter les dispositions des Conditions Générales, de modifier celles-ci à tout moment. Le cas échéant, le Prestataire en informera le Résident avec un préavis d'au moins un (1) mois.

Le Résident reconnaît avoir la capacité requise pour souscrire aux Prestations et déclare avoir pris connaissance des présentes Conditions Générales et des Conditions Particulières et les avoir acceptées dans leur intégralité. Les présentes Conditions Générales et Conditions Particulières constituent un contrat conclu personnellement entre les Parties (le « Contrat »), insusceptible d'être cédé, en tout ou partie, par le Résident à un tiers, sauf accord préalable écrit du Prestataire.

Article 2. Accès aux Locaux

La souscription par le Résident aux Prestations ne lui confère aucun droit de propriété sur les Locaux. Les Parties reconnaissent que le Contrat ne constitue nullement un quelconque bail commercial, un bail emphytéotique ou une sous-location entre les Parties. Les Parties reconnaissent qu'un état des lieux des Locaux sera établi contradictoirement par les Parties le jour de la remise des accès. L'état des lieux ainsi établi vaudra avenant au Contrat. L'accès et l'utilisation des Locaux ne sont autorisés qu'aux seules personnes déclarées par le Résident dans la liste des personnes qu'il a autorisées lors de la signature du Contrat et qui figure en Annexe (les « Personnes Autorisées »). Toute modification de la liste des Personnes Autorisées nécessite de fait une déclaration préalable du Résident et s'opère sous sa seule responsabilité.

Le Résident pourra recevoir tout tiers dans les salles de réunions mises à disposition dans les Locaux, sous réserve de respecter les termes des présentes Conditions Générales et l'article 4 des Conditions Particulières pour les Résidents exerçant la profession d'avocat.

En cas de détérioration des Locaux et/ou des Espaces de Travail par le Résident et/ou par tout tiers qu'il aura invité ou à qui il aura permis l'accès aux Locaux (les « Tiers »), la remise en état des Locaux et/ou des Espaces de Travail sera intégralement à la charge du Résident, sans préjudice des éventuels dommages-intérêts que le Prestataire se réserve le droit de demander.

L'accès aux Locaux s'effectue par un système dématérialisé connecté à un smartphone. Seuls les Personnes Autorisées seront habilitées à utiliser l'application d'accès aux Locaux.

Le Résident veillera en toutes circonstances à ce que la sécurité des occupants et des biens se trouvant dans les Locaux ne soit pas menacée.

L'accès à une salle de réunion n'est autorisé que si le Résident l'a préalablement réservée auprès via l'application du Prestataire.

Article 3. Destination des Locaux

Le Résident s'engage à utiliser les Locaux exclusivement pour un usage professionnel et de bureau. L'utilisation des Locaux est interdite pour des activités impliquant des visites du public, le stockage de marchandises, les activités de vente en gros ou demi-gros et la vente au détail.

Le Résident s'engage à utiliser les Locaux en bon père de famille. Le Résident s'engage à ne commettre aucun acte illicite au sein des Locaux.

Travaux d'aménagement et de décoration intérieure

Sous réserve de l'accord du Prestataire, le Résident pourra être autorisé à réaliser des travaux spécifiques et notamment des travaux d'aménagement et de décoration intérieure des Locaux, notamment les espaces privatifs.

L'autorisation du Prestataire n'implique aucun engagement de responsabilité de sa part. En conséquence, le Résident s'engage à ne pas poursuivre le Prestataire en cas de défaut ou dégradation.

Il est ici précisé que l'autorisation donnée par le Prestataire sera une autorisation de principe et qu'en aucun cas le Prestataire ne garantit la faisabilité des travaux projetés ni les diverses conséquences qui peuvent en découler.

Le Résident assumera donc seul l'entière responsabilité pouvant résulter de l'exécution de ces travaux et devra couvrir ou faire couvrir tous les risques encourus par des polices d'assurances propres.

Ces travaux seront exécutés par le Résident à ses frais. Le Résident devra entreprendre les travaux, les poursuivre avec diligence et les terminer dans les délais convenus avec le Prestataire.

Le Résident est tenu de restituer les Locaux, dans leur état d'origine, conformément aux stipulations prévues dans l'état des lieux et dans le devis qu'il aura conclu avec le Prestataire le jour de la remise des badges et/ou des clés.

Article 4. Utilisation des équipements

Le Prestataire met à disposition du Résident les équipements décrits dans l'état des lieux d'entrée. Lors de leur utilisation par le Résident, les équipements sont réputés être en parfait état de fonctionnement. Il appartient au Résident d'indiquer au Prestataire, préalablement à son utilisation, tout équipement qui ne serait pas dans un tel état.

Le Résident s'engage à faire un usage normal de ces équipements et sera seul responsable des détériorations de son fait ou du fait d'un Tiers. Le Résident informera le Prestataire de toute dégradation ou perte des équipements auxquels il a accès aux termes du Contrat . La remise en état et/ou le remplacement des équipements seront facturés au Résident en cas de dégradation ou perte du fait du Résident ou d'un Tiers.

Le Prestataire met à la disposition du Résident une connexion internet. Le Résident devra se conformer lors de l'utilisation à l'accès internet aux dispositions légales et réglementaires du droit national ou international.

Le Résident demeurera seul responsable de l'utilisation qu'il a d'internet ou de l'utilisation des Tiers. Le Résident s'engage notamment à ne pas utiliser la connexion internet mise à sa disposition pour télécharger des œuvres protégées sans autorisation, pour accéder à un réseau de peer-to-peer, pour jouer à des jeux vidéo ou pour regarder des films érotiques ou pornographiques.

Le Résident s'assurera de la sécurité de ses systèmes informatiques en installant notamment des logiciels antivirus et pare-feu.

Le Résident s'engage à ne pas porter atteinte à la sécurité ou au système informatique des Locaux. Le Prestataire se réserve le droit de suspendre tout accès internet dès réception d'un avis constatant de tels risques de la part d'une autorité ou d'un fournisseur d'accès.

Le Résident accepte les aléas techniques, les ralentissements et les interruptions d'accès au réseau internet pouvant survenir, le Prestataire ne pouvant en être tenu pour responsable. Le Prestataire ne présente aucune garantie sur la sécurité d'internet et de son réseau que le Résident utilise.

Article 5. Domiciliation

Le Résident est autorisé à utiliser l'adresse des Locaux comme adresse commerciale ou domicilier son siège social.

Obligations du Prestataire

Le Prestataire s'engage à se conformer aux dispositions des articles R. 123-167 à R. 123-171 du Code de commerce.

Obligations du Résident

Pendant toute la durée du Contrat, le Résident s'engage à :

- Justifier de son inscription au Registre du Commerce ou des Métiers ou toutes autres administrations compétentes dans les trois mois qui suivent la date d'engagement de la domiciliation.
- Certifier l'exactitude des renseignements fournis à l'appui de la signature du Contrat avec le Prestataire,
- Certifier ne pas être en situation de liquidation de biens, redressement judiciaire en ce qui concerne l'entreprise ou les entreprises qu'il dirige, que ces établissements soient l'objet ou non dudit Contrat, et certifier ne pas être à titre personnel frappé de faillite personnelle ou d'interdiction de gérer, atteste l'exactitude de tous les renseignements fournis au Prestataire tant en ce qui concerne son état civil que l'entreprise représentée. Dans tous les cas, le Résident fera sa propre affaire des dettes pouvant exister à son départ.
- Utiliser effectivement et exclusivement les locaux, soit comme siège de l'entreprise, soit si le siège est situé à l'étranger comme agence, succursale ou représentation ;
- Tenir informé le Prestataire de toute modification concernant son activité ;
- En cas de changement, soit d'adresse, soit d'état civil personnel, soit de dénomination sociale, soit de nom commercial, soit de sigle (afin d'éviter les homonymes), soit de forme juridique ou d'objet, soit de

dirigeant, soit de l'utilisateur des prestations fournies au titre du présent Contrat, le Résident devra fournir tous les documents afférents à ces modifications au Prestataire et présenter son successeur ou le nouvel utilisateur, avant de déclarer tout changement auprès du Greffe du Tribunal de Commerce ou de la Chambre des Métiers ou de toute autre administration compétente.

- Donner mandat au Prestataire, qui l'accepte, de recevoir en son nom toute notification, courrier postal et recommandé, ainsi que les colis et plis spéciaux. En ce sens, le Résident signe une procuration postale au bénéfice du Prestataire ainsi qu'un pouvoir de réception, aux conditions indiquées sur ledits document ;
- Déclarer tout changement statutaire et/ou relatif à sa forme juridique et son objet, ainsi qu'au nom et au domicile personnel des personnes ayant le pouvoir de l'engager à titre habituel ;
- Accuser réception régulièrement du courrier scanné mis à disposition par le Prestataire.

Tout renseignement fourni par le Résident pourra être communiqué sur demande aux représentants des organismes officiels et le Résident en donne dès à présent son accord.

Article 6. Interruption, suppression des Prestations

Le Résident ne pourra réclamer aucune indemnité, ni diminution de son abonnement, ni rechercher la responsabilité du Prestataire et des assureurs du Prestataire, en cas d'interruption, d'irrégularité, ou de suppression dans le service de la distribution d'eau, de l'électricité, du téléphone, de tout système automatique et système informatique dépendant des Locaux, de la climatisation, de la ventilation, ou de tous autres Prestations afférents aux Locaux.

Il est vivement conseillé au Résident pour toute utilisation de matériel informatique ou autre matériel sensible aux variations d'intensité, de force ou autre, de se munir de son propre onduleur. Il est porté à l'attention du Résident qu'en aucun cas le Prestataire ne sera responsable d'éventuelles pertes de données ou d'activités subies par le Résident du fait de l'apparition de coupures ou de variations dans la fourniture de courant, de quelque intensité, variation ou durée qu'elles soient.

Article 7. Responsabilité

Le Résident demeurera seul responsable de l'utilisation des Locaux. Il assumera la réparation intégrale et répondra de tous dommages, causés directement ou indirectement aux mobiliers, aux personnes et/ou aux locaux de son fait ou du fait d'un Tiers.

Les biens appartenant au Résident laissés dans les Locaux restent sous la responsabilité du Résident qui en assume les risques et périls, y compris si ces biens ont été laissés par le Résident dans un Espace de Travail personnel individuel et fermé.

Le Prestataire n'est en aucun cas le gardien de ces biens ni le dépositaire et ne serait être tenu responsable en cas de vol ou de perte.

La responsabilité du Prestataire ne peut être engagée qu'en cas de faute ou de négligence prouvée et est limitée aux préjudices directs à l'exclusion de tout préjudice indirect, de quelque nature que ce soit.

Au cas où la responsabilité du Prestataire serait retenue, la garantie du Prestataire sera limitée au montant hors taxes payé par le Résident pour la fourniture mensuelle des Prestations dans le cadre de son abonnement.

En tout état de cause, le Résident renonce expressément à réclamer au Prestataire, en cas de dommages matériels ou immatériels, des indemnités pour privation de jouissance ou perte d'exploitation, du fait de l'arrêt total ou ponctuel de son activité pour quelque cause que ce soit.

Le Résident fera son affaire personnelle de toutes réclamations émanant de voisins des Locaux ou de tiers notamment en raison du bruit, odeurs, chaleur, ou d'une façon générale de tous dommages causés du fait de son activité, et ce de telle façon que le Prestataire ne soit en aucun cas inquiété de ce chef.

Le Prestataire ne serait être responsable du retard ou de l'inexécution de Prestations justifié par un cas de force majeure, telle qu'elle est entendue par la législation et la jurisprudence des cours et tribunaux français.

Article 8. Assurance

Le Résident s'engage à souscrire et maintenir effectif pendant la durée du Contrat auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile relative à l'utilisation des Locaux et couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'il peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnes et usagers des Locaux de manière à ce que le Prestataire ne soit jamais recherché ni inquiété par ses assureurs, ni par les voisins des Locaux.

une attestation de souscription en cours pourra être fournie à première demande du Prestataire.

Données personnelles - vidéosurveillance

Le Prestataire se réserve le droit (i) pour la bonne exécution des Prestations et/ou (ii) pour prévenir les fraudes, de procéder au traitement et au transfert de données personnelles du Résident.

Le Prestataire traitera les données personnelles du Résident uniquement dans le cadre de l'exécution des Prestations. Le Prestataire s'interdit de communiquer les dites données personnelles à un tiers, personne physique ou personne morale, sauf pour les besoins des Prestations. Le Prestataire prendra toutes les mesures de sécurité appropriées pour protéger les données personnelles du Résident auxquelles il a accès lors de la réalisation des Prestations contre notamment, toute destruction fortuite ou illicite, perte, altération, divulgation ou accès non autorisé.

Le Résident reste propriétaire des informations le concernant qu'il a transmis au Prestataire. Il dispose, conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données à caractère personnel le concernant, ainsi que du droit de s'opposer à la communication de ces données à des tiers pour de justes motifs.

Le Résident pourra exercer ses droits en écrivant à l'adresse électronique suivante contact@17carre.fr.

Une réponse écrite à la requête du Résident lui sera dressée dans un délai de trente (30) jours par le Prestataire.

Le Résident est informé et accepte sans réserve que certaines parties des Locaux soient filmées 24h/24h avec enregistrement illimité sur 72h glissant. Le Prestataire s'engage à ne pas utiliser ces images à d'autres fins que celles de vidéosurveillance prévues au présent article.

Article 9. Règlement

Le Résident est redevable de l'abonnement mensuel ainsi que des frais supplémentaires optionnels consommés au cours du mois précédent et non inclus dans l'abonnement et tels que détaillés dans les Conditions Particulières.

Le prélèvement sera effectué au plus tard le dix (10) du mois en cours par prélèvement automatique sur le compte bancaire dont les coordonnées auront été fournies par le Résident préalablement à la souscription aux Prestations et que le Résident s'engage à mettre à jour. Le paiement pourra être réalisé également par virement bancaire au plus tard le dix (10) du mois en cours.

Modalités de règlement

Si le Résident réalise ses paiements par virement, le prestataire ne pourra supporter de frais bancaires liés à ce paiement. Le Résident devra prendre en charge l'intégralité des frais bancaires que son paiement par virement implique.

Le retard de paiement entraînera l'exigibilité immédiate de la totalité des sommes dues au Prestataire par le Résident, sans préjudice de toute autre action que le Prestataire déciderait d'intenter à l'encontre du Résident.

Tout retard de paiement entraînera l'application de plein droit de pénalités de retard s'élevant à trois (3) fois le taux d'intérêt légal à compter de la date d'échéance de la facture impayée jusqu'à son règlement effectif et intégral. La pénalité est encourue dès lors que le règlement n'est pas intervenu à la date d'échéance sans qu'une mise en demeure ne soit nécessaire.

En cas de non-respect des conditions de paiement figurant ci-dessus, le Prestataire aura le droit de suspendre la fourniture des Prestations. Si le premier du mois démarrant après la date d'échéance le Résident n'a toujours pas procédé au règlement des sommes dues au Prestataire, ce dernier pourra résilier immédiatement et sans autre formalité le Contrat.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de quarante (40) euros, sera due de plein droit et sans notification préalable du Prestataire en cas de retard de paiement. Le Prestataire se réserve le droit de demander au Résident une indemnisation complémentaire si les frais de recouvrement effectivement engagés dépassent ce montant, sur présentation des justificatifs.

Indexation de l'abonnement

Le prix de la Prestation sera révisé automatiquement chaque année à la date anniversaire du contrat, sans qu'il soit besoin d'une notification préalable, selon la formule suivante : $P = P_0 * I/I_0$

Où :

P représente le nouveau prix après révision

P_0 est le prix initial fixé à la signature du contrat ou le prix issu de la précédente révision

I est la valeur de l'indice ILAT du trimestre précédant la date de révision

I_0 est la valeur de l'indice ILAT du trimestre précédant la date de prise d'effet du contrat ou de la précédente révision

L'indice de référence est l'Indice des Loyers des Activités Tertiaires (ILAT) publié trimestriellement par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE).

En cas de disparition de l'indice ILAT, les parties conviennent de lui substituer l'indice le plus proche dans sa composition et sa finalité, par accord amiable ou, à défaut, par décision du tribunal compétent.

La révision s'appliquera de plein droit, sans que l'une ou l'autre des parties n'ait à effectuer de formalité particulière. Le Prestataire communiquera au Résident le montant du nouveau prix dans un délai raisonnable suivant la publication de l'indice applicable.

Si l'application de cette clause conduit à une augmentation du prix supérieure à 20% par rapport au prix initialement fixé ou au prix issu de la dernière révision, le Résident pourra demander une renégociation du prix ou, à défaut d'accord, résilier le contrat moyennant un préavis de Deux (2) mois.

La première révision interviendra à la date anniversaire du contrat suivant sa signature, en prenant comme indice de référence initial (I_0) l'indice du trimestre précédant la date de signature du contrat.

Article 10. Dépôt de garantie

Le dépôt de garantie sera conservé par le Prestataire à titre de garantie de l'exécution des obligations incombant au Résident au titre du Contrat. Ainsi, le Prestataire se réserve le droit de prélever, sans formalité et sur ledit dépôt de garantie, tout montant échu et non réglé par le Résident ainsi que toutes autres sommes exigibles à un titre quelconque. Dans ce cas, le Résident sera tenu de compléter ou de reconstituer le dépôt de garantie pour le maintenir toujours égal au montant initialement versé.

Le dépôt de garantie ou tout solde restant après déduction des frais à acquitter sera restitué au Résident trente (30) jours après l'état des lieux de sortie et sous réserve que le Résident se soit acquitté de l'ensemble des sommes dues au Prestataire.

Ce dépôt de garantie ne sera pas productif d'intérêt au profit du Résident.

Article 11. Résiliation

Dans tous les cas de résiliation du Contrat, le Résident s'engage à laisser les Locaux en parfait état ainsi qu'à récupérer l'ensemble de son matériel.

Un état des lieux de sortie sera établi avec le Prestataire à l'issue duquel pourra être mis à la charge du Résident l'ensemble des frais nécessaires à la

remise en état des Locaux utilisés, en ce compris les équipements et agencements des Locaux.

Résiliation par le Prestataire

Le Prestataire peut résilier le Contrat avec effet immédiat sans qu'aucune mise en demeure ne soit nécessaire en cas :

De manquement aux termes du Contrat ;

De défaut de paiement de l'abonnement par le Résident dans les conditions fixées à l'Article 13 des présentes Conditions Générales ; et

De comportement incompatible avec l'utilisation normale des Locaux en ce compris les Espaces de Travail.

Dans un tel cas de résiliation, le Prestataire conservera tout ou partie du dépôt de garantie à titre de dommage-intérêt.

Article 12. Sécurité, confidentialité

Le Résident s'engage à respecter et à faire respecter les consignes de sécurité afférentes aux Locaux et/ou équipements aux Personnes Autorisées du Résident et aux Tiers.

Ainsi, le Résident s'engage sous sa responsabilité pleine et entière à respecter et à faire respecter, la nécessaire confidentialité afférente à l'usage des Locaux, de l'usage des codes qui pourront lui être remis, de la fermeture des huisseries, ceci pendant et en marge des heures normales d'ouverture des Locaux.

Article 13. Déclaration

Le Résident certifie ;

L'exactitude des renseignements fournis dans les Annexes,

Ne pas faire l'objet d'une procédure collective et notamment ne pas être en cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire.

Article 14. Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions des présentes Conditions Générales ou Conditions Particulières ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant dans les Conditions Générales ou les Conditions Particulières.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elle étant un élément indissociable de l'ensemble.

Article 15. Droit applicable

De convention expresse entre les parties, les présentes Conditions Générales et Conditions Particulières sont régies par le droit français.

Elles sont rédigées en langue française. Dans le cas où elles seraient traduites en une ou plusieurs langues, seul le texte français ferait foi en cas de litige.

Article 16. Litiges

Tous les litiges auxquels le contrat pourrait donner lieu, concernant tant sa validité, son interprétation, son exécution, sa résiliation, leurs conséquences et leurs suites seront soumis au tribunal de commerce de Paris.